

Les dettes des clubs dépassent 1 000 milliards

Page 16

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5534 - Mercredi 8 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Réunion des factions palestiniennes en Algérie

Le Hamas salue l'invitation du Président Tebboune

Page 2

Agroalimentaire, industries électriques et construction

Plus de 500 projets verront le jour dans une semaine...

Page 3

Stephanie Williams de retour en tant qu'envoyée extraordinaire ?

Par Mohamed Habili

Avec le retour de Stephanie Williams à la tête de la mission onusienne pour la Libye, quelques jours seulement après la démission de Jan Kubis, les choses prennent une tournure plus précise dans ce pays, à une encablure désormais du premier tour de la présidentielle, une première dans son histoire. Il convient toutefois de noter qu'à la diplomate américaine - envoyée spécial par intérim du secrétaire général de l'ONU de mars 2020, date de la démission de Ghassan Salamé, à janvier 2021, date de son remplacement par Jan Kubis, démissionnaire à son tour en novembre dernier - il a été conféré un autre titre, celui de conseillère spéciale pour la Libye, bien que ses missions soient les mêmes que celles de ses prédécesseurs. Elle est tenue de poursuivre le dialogue interlibyen, qui du reste a réalisé ses plus grands progrès sous sa férule, à Genève, à Tunis, et ailleurs, et ce dans l'ensemble de ses volets ; mais aussi, et c'est probablement ce qui explique que ce soit à elle qu'il ait été fait appel de nouveau, faire en sorte que les élections aient lieu bien à la date convenue. On pouvait encore douter de leur tenue jusqu'à l'annonce de son retour, on ne le peut plus désormais.

Suite en page 3

Industrie pharmaceutique/En deux ans

Une économie de 800 millions de dollars sur la facture d'importation



Ph/D. R.

L'Algérie est passée de pays importateur à pays producteur de médicaments en un temps record. En seulement deux ans d'existence, le nouveau département ministériel dédié à l'industrie pharmaceutique a économisé 800 millions de dollars, se félicite Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed. Page 2

Elections de la LFP

Medouar évasif, Meddane s'invite et Arab se retire

Page 15

Béjaïa

Début d'installation des maires et des conseils municipaux

Page 2

Béjaïa Début d'installation des maires et des conseils municipaux

L'installation des conseils municipaux ou Assemblées populaires communales a débuté hier dans la wilaya de Béjaïa, conformément aux délais fixés par le code communal après la validation des résultats du scrutin. Les communes ayant vu leurs Assemblées mises en place hier sont, entre autres, celles de Barbacha, Draâ El-Gaïd, Akfadou, Tifra, Kherrata, Aokas, Ouzellaguen, Tamridjt, Bouhamza et Souk El-Tennine. Les APC de Tizi N'berber et Amizour ont été installées dans l'après-midi. A Draâ El-Gaïd, la nouvelle Assemblée populaire communale a été installée hier matin par le chef de daïra de Kherrata, au niveau de la salle des fêtes, en présence de l'équipe sortante. La commune sera ainsi dirigée par des élus issus de la liste des indépendants «Alternative» et du FFS. Les indépendants ont obtenu 8 sièges et le FFS 7, sur les 19 que compte l'Assemblée communale populaire. Le FFS, qui a été devancé cette fois-ci, est contraint de signer des accords d'alliance avec les indépendants pour participer à la gestion communale. A Tamridjt, Melbou, Béni K'sila, les cérémonies d'installation des conseils communaux ont été présidées par le directeur de l'administration locale (DAL) de wilaya qui a été délégué par le wali. Ainsi, le nouveau maire d'Akfadou n'est autre que Nacer Toutou, un ancien élu APW et chef de service au niveau de la direction de l'éducation de wilaya. A Takatriout, c'est Salah Saïdani qui a été désigné président d'APC. A Tazmaït, le nouveau conseil municipal devrait être installé dans la matinée d'aujourd'hui. Pour rappel, la liste des indépendante «Assirem», conduite par Fateh Redjhal, ancien cadre de sport, s'est adjugée 11 sièges sur 19, alors qu'une autre liste de candidats indépendants, conduite par Abderrahmane Mira, a obtenu 9 sièges. Ces derniers ne comptent pas laisser le terrain vide. Avec 9 élus, cette liste dont la composante est considérée par d'aucun très cohérente, aura sans doute son mot à dire en ce qui concerne les décisions qui seront prises. Les élus de la liste indépendante «Assirem» devraient se solidariser afin de poursuivre les actions entamées sur le plan du développement local durant les deux dernières années de leur mandat. La liste «Assirem» est surtout connue pour son ouverture sur le mouvement associatif local et sa modeste contribution à la libération des énergies enfouies chez la masse juvénile locale, ce qui l'a aidée à puiser la moitié de son électoral de la jeune génération. Notons également que les maires des municipalités de Kendira, Bouhamza, Barbacha et Souk Ouffela sont connus. Il s'agit de Allal Ayadi, Yacine Hamelat, Omar Medjbar et Nabil Tareb.

H. Cherfa

Industrie pharmaceutique/En deux ans

Une économie de 800 millions de dollars sur la facture d'importation

■ L'Algérie est passée de pays importateur à pays producteur de médicaments en un temps record. En seulement deux ans d'existence, le nouveau département ministériel dédié à l'industrie pharmaceutique a économisé 800 millions de dollars, se félicite Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed.

Par Louisa A. R.

Le secteur de l'industrie pharmaceutique nationale a connu, en une courte période, un saut tant qualitatif que quantitatif. En seulement deux ans d'existence, le nouveau département ministériel a en effet mis en place les conditions nécessaires pour réduire la facture d'importation du médicament en augmentant la production nationale. Durant cette période, la facture d'importation des produits soumis à un programme d'importation est passée de 2 milliards de dollars à environ 1,2 milliard de dollars. «Nous voyons bien qu'il y a eu une baisse de 800 millions de dollars d'importation», a affirmé le ministre. «800 millions de dollars en deux ans, c'est concret en termes de valeur ajoutée», a-t-il insisté. Autre objectif atteint par le département ministériel de Benbahmed, dans le même laps de temps, celui d'augmenter la production nationale de médicaments. «C'est une augmentation très importante», a commenté Lotfi Benbahmed avant de détailler : «En deux ans, la production nationale a augmenté de près de 50 % en valeur. C'est dire que la régulation des importations ne s'est pas faite au détriment des disponibilités». Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il a estimé qu'il faut préserver les devises et les consacrer uniquement aux produits inexistant sur le marché algérien. «Nos ressources en termes de devises étrangères, nous les consacrons aux produits que nous n'avons pas dans notre pays, en application des instructions de Monsieur le président de la République», a expliqué le premier responsable du ministère de l'Industrie phar-



Lotfi Benbahmed

maceutique. Selon lui, l'importation est le complément de la production nationale. «L'objectif est de développer une production nationale à forte valeur ajoutée, créatrice de ressources et d'emplois», a souligné Lotfi Benbahmed.

Il s'agit également, selon le ministre, de fixer aux producteurs des objectifs en termes de taux d'intégration et la création d'un tissu de sous-traitance. «Nous avons un dispositif réglementaire qui obligera, au fur et à mesure, les producteurs à aller vers un taux d'intégration plus élevé et d'aller, pourquoi pas, à travers des coopérations que nous faisons avec d'autres ministères comme le ministère des Micro-entreprises, vers la création d'un tissu de sous-traitance, pour faire tout ce qui est emballage», a expliqué Lotfi Benbahmed. Le ministre a cité, à

titre d'exemple, le partenariat envisagé avec l'entreprise publique Enasel, pour utiliser sa production de sel comme intrant afin de fabriquer du sérum salé, dont l'importation coûte «plus de 3 millions d'euros», a révélé le ministre. Ce n'est pas tout. Les producteurs nationaux devront, par ailleurs, «se fixer des objectifs d'exportation». Lotfi Benbahmed, a fait part de l'homologation dès la semaine prochaine, du premier concentrateur made in Algérie qui est le

fruit d'une collaboration entre l'USTHB et l'Agence nationale des produits pharmaceutiques. «Je vous annonce que dès la semaine prochaine, nous allons homologuer le premier concentrateur made in Algérie. Nous avons créé un système d'homologation pour les prototypes afin que la recherche et le développement se concrétise en production industrielle», a détaillé le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures 197 nouveaux contaminés et 3 décès

L'Algérie a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, cinq cas de moins que le bilan d'hier (8), portant à 6 114 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 197 cas, soit 4 cas de plus par rapport au bilan d'hier (193), pour atteindre, au total, 211 859 cas confirmés.

R. N.

Réunion des factions palestiniennes en Algérie

Le Hamas salue l'invitation du Président Tebboune

Le Mouvement de résistance palestinien Hamas a accueilli favorablement, hier, l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à tenir une réunion des factions palestiniennes en Algérie.

«Au Hamas, nous apprécions grandement la position historique de l'Algérie, gouvernement et peuple, en faveur de notre peuple palestinien et de sa juste cause ainsi que de son droit à la résistance et à la libération. A cette occasion, nous saluons l'invitation du président algérien Abdelmadjid Tebboune à tenir une réunion des factions palesti-

niennes en Algérie», indique le mouvement palestinien dans un communiqué.

Le mouvement a, en outre, réaffirmé son «engagement envers sa position et sa politique constantes de saluer tous les efforts arabes, musulmans et nationaux pour unir les rangs palestiniens et mettre fin à la division».

Lundi, M. Tebboune a annoncé, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue palestinien Mahmoud Abbas, en visite en Algérie, l'organisation prochaine à Alger d'une conférence unificatrice des factions palestiniennes.

Le chef de l'Etat a émis le vœu de voir cette réunion «constituer un prélude à l'unité arabe à laquelle nous aspirons à travers le Sommet arabe qu'abritera l'Algérie en mars prochain».

Le Président Abbas quitte Alger

Le Président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a quitté hier Alger, après une visite d'Etat de trois jours.

Le Président Abbas a été salué, à son départ de l'aéroport international Houari Boumediène, par le président de

la République, Abdelmadjid Tebboune.

Etaient également présents, le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane et le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire ainsi que des membres du gouvernement.

F. T.

Lire également Page 4

Agroalimentaire, industries électriques et construction

LA QUESTION DU JOUR

Plus de 500 projets verront le jour dans une semaine...

■ Le directeur général de la gestion du secteur public marchand au ministère de l'Industrie, Hocine Bendif, a indiqué, au lendemain de la clôture de la Conférence nationale sur la relance industrielle, que «plus de 500 projets verront le jour d'ici une semaine, à travers de nombreuses wilayas du pays».

Par Thinhinane Khouchi

«**E**n application des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture, samedi dernier, de la Conférence nationale sur la relance industrielle, 500 projets verront le jour d'ici une semaine. Ces projets concernent particulièrement, le secteur agroalimentaire, les industries électriques et d'autres projets dans les Travaux publics et la construction», a indiqué, hier, le directeur général de la gestion du secteur public marchand au ministère de l'Industrie, Hocine Bendif, lors de son passage à la Radio nationale. Il a assuré que «la valeur de ces investissements est estimée à 900 milliards de dinars algériens, ce qui permettra de créer 75 000 emplois». Ce passage à la Radio nationale intervient au lendemain de la clôture des travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle, lors de laquelle, affirme l'intervenant, «le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a remis des certificats et des permis à de nombreux concessionnaires économiques. Ces certificats leur permettront de surmonter les obstacles qui les empêchaient de réaliser leurs projets économiques». En outre, Bendif a indiqué que «la Conférence pour la relance industrielle a permis de rassembler tous les acteurs du secteur économique, y compris les professeurs d'université, les chefs d'entreprise, les experts et les partenaires sociaux, en organisant quatre grands ateliers qui ont traité de diverses questions



P.H.D.R.

allant de l'investissement à la gouvernance des institutions au processus d'exportation, ainsi que comment valoriser le produit national et le faire sortir des frontières algériennes et les questions économiques globales d'intérêt, notamment le secteur industriel». Enfin, concernant les recommandations, Bendif a indiqué que les participants ont appelé à «clarifier le rôle de l'Etat dans sa double dimension, à savoir l'associé et le régulateur des entreprises économiques». A ce propos, les participants ont proposé la création d'une instance indépendante pour la gestion des participations de l'Etat sous la forme d'une agence ou d'un fonds d'investissement, tout en évitant certains dysfonctionne-

ments enregistrés auparavant dans la gestion, outre la révision de certaines missions des instances de gestion du secteur commercial public et les contributions de l'Etat. En outre, on a recommandé le développement des activités des membres des conseils d'administration des EPE en leur conférant un caractère plus professionnel et une expertise dans divers domaines, à l'image de l'amélioration de la gouvernance des banques, initiée par le ministère des Finances. Aussi, parmi les recommandations on peut citer la nécessité de revoir de manière globale le système salarial et les indemnités, en tenant compte des missions et des responsabilités à adapter au niveau prévu dans le code de commer-

ce. Il s'agit également de l'élaboration et de la publication d'un guide sur les missions et les obligations des membres des conseils d'administration et des assemblées générales. Les participants ont également recommandé la définition d'un cadre comprenant, d'une part, les missions des groupes industriels et des holdings publics et, d'autre part, l'accord à une plus grande indépendance et flexibilité à la gestion des sociétés et leurs filiales. Il est à noter que l'ouverture de la Conférence a été présidée, le 4 décembre dernier, par le président de la République, et a été clôturée par le Premier ministre le 6 décembre au Palais des nations, sous le slogan «Ensemble pour relever le défi». T. K.

Éligibles à la labellisation

Elaboration prochaine d'un catalogue des produits du terroir

Un catalogue de tous les produits agricoles dits du terroir, éligibles à la labellisation, est en cours d'élaboration pour leur protection contre la «bio-piraterie» a-t-on appris du chargé de la certification de l'Institut national de vulgarisation agricole d'Alger, Bouaziz Abdeldjalil.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Institut national de vulgarisation agricole (INVA) sont en phase d'élaborer un catalogue des produits agricoles regroupant l'ensemble des produits labellisés et d'autres éligibles à la labellisa-

tion, a indiqué à l'APS Abdeldjalil Bouaziz, en marge de la fête de la «Clémentine Misserghine», organisée à la place du 1^{er} Novembre-1954, dans la commune de Misserghine.

Ce catalogue, qui sera fin prêt au premier trimestre de l'année prochaine, vise à faire connaître les produits nationaux labellisés ou éligibles à la labellisation, «aux fins de les protéger contre la bio-piraterie marquée par une spoliation avérée de nombreux produits du terroir aux qualités indéniables», a ajouté le même responsable qui a fait état de l'existence de trois produits

labellisés portant mention d'origine d'Indication Géographique (IG), à savoir «Deglet Nour Tolga», «Figue légère de Beni Maouche» et «Fromage de Bouhaza» d'Oum El Bouagui.

M. Bouaziz a fait savoir, dans le même sens, que deux autres produits «Clémentine Misserghine» (Oran) et «oignon blanc de Oulhaça» (Aïn Témouchent) sont en voie de labellisation.

La fête de la «Clémentine Misserghine» est organisée par la Chambre d'agriculture, en partenariat avec la Direction des services agricoles de la wilaya

d'Oran, le Conseil interprofessionnel de la filière des agrumes et l'association des producteurs «Clémentine Misserghine», avec la participation de près de 40 exposants et producteurs pour montrer les diverses variétés d'oranges, dont la Clémentine de Misserghine connue dans les régions de Misserghine et de Boutléfis, à l'ouest d'Oran.

Cette manifestation a vu également la participation des centres de formation en agriculture de Hassi Bounif et de Misserghine et autres instances, dont la station régionale de protection des végétaux, la Caisse

Stephanie Williams de retour en tant qu'envoyée extraordinaire ?

Suite de la page une

Quant au changement de titre, il semble que ce soit là juste une manière de contourner l'écueil de l'approbation par le Conseil de sécurité, à quoi est astreint celui d'envoyé spécial. En tant que conseillère spéciale, sa désignation ne risque pas d'être mise en échec par l'opposition de l'un ou l'autre membre permanent du Conseil de sécurité. Pour ce qui est des missions qui lui sont confiées par le secrétaire général, il y a tout lieu de penser qu'elles sont en fait plus étendues que celles d'un envoyé spécial ordinaire. D'une part, parce qu'elle les entame à la veille d'élections capitales pour l'avenir de la Libye, une décennie après le renversement de Kadhafi par suite d'une intervention militaire occidentale. Le fait d'ailleurs que Jan Kubis ait démissionné si près de la tenue de la première d'entre elles, la présidentielle du 24 décembre, a l'air de dire qu'il ne l'a fait que pour permettre sa désignation. Une déclaration de lui faite après sa démission le dit assez explicitement, à ceci près qu'il n'était pas question alors de Stephanie Williams. D'autre part, il y a le siège de cette dernière, qui se trouve à Tripoli, alors que celui de Jan Kubis était à Genève. A Tripoli, Williams exercera une influence plus grande que depuis Genève. Tout cela donne à penser que loin de nommer un sous envoyé spécial, Antonio Guterres a nommé un super envoyé spécial pour la Libye, une sorte d'ambassadeur plénipotentiaire, à qui reviendra le vrai pouvoir en Libye pendant la phase de transition. On l'a souvent répété ici : la Libye est depuis une décennie sous tutelle internationale, mais sans une puissance mandataire particulière pour la gouverner avec l'assentiment de la communauté internationale, en attendant qu'elle puisse se prendre en charge elle-même. Si Jan Kubis avait démissionné pour permettre la désignation de Williams, et de personne d'autre, alors pas de doute à avoir : c'est munie d'un mandat de plénipotentiaire que celle-ci rejoindra son poste à Tripoli. Quoi qu'il en soit, la suite des événements ne manquera pas de nous éclairer à cet égard.

M. H.

nationale de la mutualité agricole, la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) et des dispositifs d'emploi des jeunes.

Younès Gh.

Cause palestinienne

L'Algérie et la Palestine plaident en faveur d'une position arabe unifiée

■ L'Algérie et la Palestine ont plaidé, lundi, en faveur d'une position arabe unifiée à l'égard de la cause palestinienne sur la base de l'Initiative arabe de paix de 2002, en vue d'assurer le succès du Sommet arabe qu'arbitrera l'Algérie en mars prochain et de consolider l'action arabe commune.

Par Hocine Y.

Lors d'une conférence de presse conjointe du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et son homologue palestinien, Mahmoud Abbas, à l'issue de leur rencontre à Alger, M. Tebboune a indiqué que «face à l'impasse sans précédent que connaît le processus de paix au Moyen-Orient et dans le contexte des politiques criminelles de l'occupant visant à changer le caractère géographique et démographique et perpétuer le fait accompli, nous estimons qu'il est impératif de renforcer l'action arabe commune concernant notre cause centrale et d'unifier les positions de soutien au peuple palestinien».

Selon le Président Tebboune, «la cristallisation d'une position unifiée et commune sur le soutien des droits du peuple palestinien à travers un attachement collectif à l'Initiative de paix arabe de 2002 aura un impact important sur la réussite des travaux de ce sommet et la consolidation du processus de l'action arabe commune».

Les deux parties ont mis en avant la nécessité de placer la cause palestinienne au cœur des priorités du prochain Sommet arabe.

A ce propos, le président de la République a souligné «la fidélité de l'Algérie à ses principes appelant au triomphe de la cause des opprimés, quel que soit le temps que cela prendra et quel qu'en soit le prix».

Dans le cadre des efforts de l'Algérie visant le renforcement des rangs palestiniens à travers la consécration de l'unité palestinienne, le Président Tebboune a affirmé : «Je me suis engagé après l'aval du Président Abou Mazen, à réunir tous les belligé-

rants palestiniens dans les plus brefs délais à Alger».

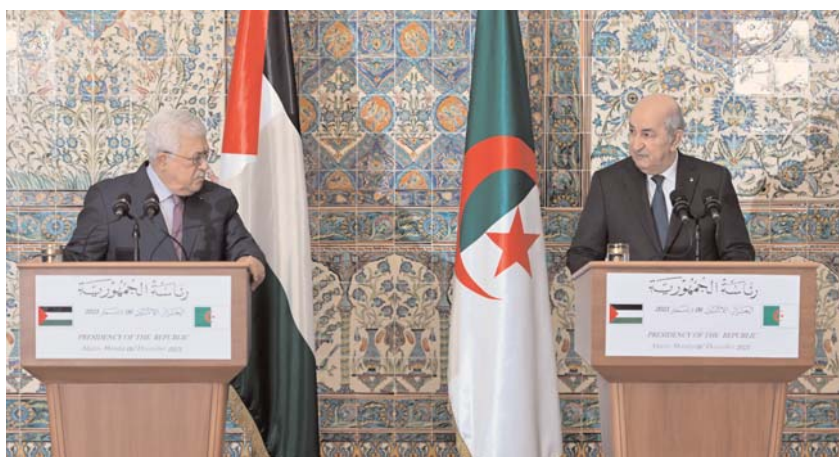
«L'Algérie qui a embrassé, peuple et gouvernement, la cause palestinienne et l'a défendue dans tous les fora internationaux et régionaux, poursuit le Président de la République, constitue pour nous une question de loyauté à notre glorieuse histoire de Libération et aux lourds sacrifices consentis par nos pré-décédés qui ont justement cru à la justesse de la cause palestinienne».

«En application des résolutions pertinentes de la Ligue arabe, l'Etat algérien a décidé de remettre un chèque comportant une contribution financière de la part de l'Algérie de l'ordre de cent millions de dollars à notre frère, son excellence Abou Mazen, président de l'Etat palestinien et de l'Organisation de libération de Palestine, en sus de l'attribution de 300 bourses au profit des étudiants palestiniens», a indiqué M. Tebboune.

Organisation d'une conférence inclusive en Algérie : l'initiative saluée par la partie palestinienne

L'annonce par le Président Tebboune de l'organisation d'une conférence inclusive regroupant toutes les parties palestiniennes en Algérie a été saluée par son homologue palestinien, qui a souligné l'importance de la conjugaison des efforts en vue de «la formation d'un gouvernement d'union nationale».

Le Président Abbas a affirmé que «l'Algérie, pays d'un million et demi de martyrs, a toujours soutenu l'Etat et le peuple palestiniens», ajoutant que «l'Algérie a proposé un modèle de libération et un exemple humanitaire hono-



nable et n'a eu de cesse de défendre sa nation, ses justes causes et les droits de ses peuples, en tête desquelles la cause palestinienne». Le président palestinien a, par ailleurs, indiqué que la partie palestinienne était «optimiste» quant à l'organisation du Sommet arabe en Algérie, en mars prochain, pour resserrer les rangs de la Nation arabe, se disant également «confiant quant à la bonne organisation de ce rendez-vous arabe à la lumière de la bonne gouvernance du Président Tebboune et à l'accueil chaleureux des dirigeants, du gouvernement et du vaillant peuple algérien attaché aux causes de sa nation arabe, en tête desquelles la cause palestinienne».

Le Président Abbas a en outre mis l'accent sur l'impératif d'organiser une conférence internationale sur la paix, conformément aux décisions de la légalité internationale, pour mettre un terme à l'occupation de la Palestine et de sa capitale Al-Qods.

«Si les autorités d'occupation poursuivent leurs tyrannies et hos-

tilités contre notre peuple et notre terre, nous recourrons à nos propres options et mesures dans les plus brefs délais», a-t-il averti. Saluant le rôle important du Président Tebboune et de la diplomatie algérienne en faveur de la cause palestinienne dans les fora internationaux, notamment au sein de l'Union africaine (UA), le Président Abbas a souligné l'importance de poursuivre la coordination entre les deux pays.

Le Président Tebboune décerne la médaille des Amis de la révolution algérienne au Président de l'Etat de Palestine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a décerné, lundi à Alger, au président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, la médaille des Amis de la révolution algérienne.

La distinction a eu lieu lors d'un dîner offert par le Président

Tebboune au Palais du peuple, en l'honneur de son homologue palestinien et de la délégation l'accompagnant, en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du corps diplomatique accrédité.

Le Président Mahmoud Abbas a, pour sa part, remis au Président Tebboune l'Ordre de l'Etat de Palestine, plus haute distinction en Palestine, «en considération de son leadership et de sa direction clairvoyante à l'échelle nationale, arabe et internationale et en reconnaissance de son rôle dans la consécration de l'engagement perpétuel et du soutien permanent des dirigeants et du peuple algériens au peuple palestinien et à sa cause juste ainsi que dans la consolidation des liens de fraternité algéro-palestiniens». Le président palestinien a achevé hier sa visite d'Etat de trois jours en Algérie, lors de laquelle il a rencontré le président de la République et nombre de hauts responsables de l'Etat.

H. Y.

Industrie à Mostaganem

Le nouveau directeur a du pain sur la planche

Le secteur économique fait ces derniers jours débat, mais débat à grande échelle. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, espère faire de 2022 l'année de la relance par une vision stratégique du secteur industriel.

De ce fait, tous les experts s'accordent à dire que l'industrie est considérée comme la pierre angulaire de l'économie. Les orientations évoquées lors de la dernière Conférence nationale sur la relance industrielle par les pouvoirs publics centraux sont très claires. Aujourd'hui, la stratégie nationale de cette révolution industrielle doit aussi apparaître sur le terrain dans la wilaya de Mostaganem. Face à un climat des affaires morose, à l'absence

caractérisée des organismes de promotion de l'investissement, à l'imbrication complexe de la gestion du secteur, à un tissu industriel appauvri, à une cellule d'écoute assourdie, au manque de stratégie, à des zones industrielles inadaptées, aux difficultés d'obtention d'autorisations d'entreprendre, à un guichet unique pas encore unifié, le directeur de l'industrie de la wilaya, fraîchement installé, a du pain sur la planche.

Ce nouveau responsable devra faire son état des lieux afin de pouvoir mettre sur pied une stratégie locale du secteur. L'industrie à Mostaganem aurait besoin d'une réflexion profonde à laquelle il serait opportun d'associer les opérateurs économiques et les spécialistes de l'écono-

mie, en l'occurrence ceux de l'Université.

L'industrie à Mostaganem aurait besoin d'abord de définir scrupuleusement ses opportunités afin de pouvoir les adapter à ses potentialités.

L'investissement doit s'adapter aux potentialités desquelles dispose la wilaya. Le tissu industriel à Mostaganem peut se rationaliser si la stratégie adoptée est scientifiquement établie. La filière de l'industrie de transformation agricole est carrément absente.

Cette dernière peut devenir le fer de lance de l'industrie locale. Les zones d'activités et industrielles doivent être réparties d'une manière équilibrée afin que la richesse et l'emploi soient également équilibrés. A Mostaganem, tout le tissu

industriel, du moins pour ce qui reste, est localisé à l'Ouest de la wilaya. La partie du Dahra est un désert économique déplorable.

Aujourd'hui à Mostaganem, promouvoir l'investissement c'est œuvrer pour les filières porteuses et encourager les PME et PMI. Mais ces entreprises stratégiques de l'économie locale semblent être passées dans les oubliettes par défaut de mécanismes de prise en charge. Le schéma industriel et son environnement doivent faire l'objet d'un engagement qui va dans le sens des orientations du président de la République. Une économie forte est la base incontestée de la nouvelle Algérie.

Lotfi Abdelmadjid

Abdelhafid Henni, ministre de l'Agriculture

Appel à l'élargissement des périmètres agricoles pour réduire la facture d'importation

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a appelé, lundi depuis El-Bayadh, à l'impératif d'élargir les périmètres agricoles à travers le territoire national, notamment ceux destinés à la céréaliculture, dans l'objectif de réduire la facture d'importation.



Abdelhafid Henni, ministre de l'Agriculture

Par Salem K.

Au chef-lieu de la wilaya où il a inspecté une structure de stockage de 15 000 quintaux, relevant de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), mise en service lundi, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'exploiter les périmètres agricoles existants à tra-

vers le pays, outre leur élargissement y compris dans la wilaya d'El-Bayadh, en augmentant notamment la superficie consacrée aux céréales pour réduire la facture d'importation de cette matière stratégique. Et d'ajouter que l'Etat assurera aux professionnels du secteur tout l'accompagnement nécessaire, notamment pour les jeunes, a-t-il rassuré, rappelant la consécration de

plusieurs surfaces agricoles à l'exploitation dans le but de promouvoir le secteur de l'Agriculture.

M. Henni a fait savoir que toutes les mesures nécessaires seront prises dans le cadre de cet accompagnement par l'Etat en faveur des professionnels du secteur, afin de leur permettre d'engager des projets sectoriels consistant, entre autres, en l'ou-

verture des pistes et le raccordement au réseau d'électricité.

Concernant l'opération d'assainissement et de récupération du foncier agricole non exploité qui se poursuit à travers le pays, le ministre a rappelé que cette opération a permis, jusque-là, de récupérer 750 000 hectares de terrain qui seront redistribués régulièrement et avec des objectifs clairs et selon les capacités.

Il a mis l'accent sur l'importance d'ouvrir une unité pour la coopérative des céréales et des légumineuses de la wilaya d'El-Bayadh qui dispose de grandes potentialités agricoles dans l'élevage et la production des viandes rouges. Cette coopérative répondra aux besoins des éleveurs en matière d'orge et réduira les déplacements à la wilaya de Saïda pour acquérir cette matière, mettant en avant la disponibilité en quantités suffisantes des fourrages à travers le pays. Aussi, cette coopérative permettra aux agriculteurs de déposer leurs produits céréaliers à son niveau lors de la campagne moisson-battage et d'acquérir les semences pour la campagne labours-semences. Le ministre a inauguré la mise en

service du laboratoire de wilaya pour le diagnostic vétérinaire, en tant qu'acquis pour la wilaya, les éleveurs et les marchands afin d'éviter les déplacements à la wilaya de Laghouat pour effectuer les analyses vétérinaires. Le ministre de l'Agriculture a poursuivi, hier, sa visite dans la wilaya d'El-Bayadh où il tiendra une rencontre avec les représentants des associations agricoles et présidents des conseils interprofessionnels locaux des diverses filières agricoles.

S. K.

Changes La Bourse de Tokyo ouvre en hausse

La Bourse de Tokyo était bien orientée hier matin, reprenant un peu courage grâce au rebond de Wall Street la veille et au volontarisme affiché par Pékin pour soutenir la croissance chinoise et éviter une crise majeure du secteur immobilier. L'indice vedette Nikkei gagnait 1,02 % à 28 210,96 points et l'indice élargi Topix prenait 0,84 % à 1 963,84 points vers 01h00 GMT. Les trois grands indices de la Bourse de New York ont rebondi lundi, alors que le variant Omicron qui inquiète la planète entière depuis fin novembre pourrait être moins virulent qu'initialement redouté. En Chine, le président Xi Jinping a assuré lundi que l'Etat allait soutenir le secteur immobilier dans le pays, ébranlé depuis des mois par les déboires financiers du promoteur géant Evergrande. La Banque centrale chinoise a par ailleurs abaissé lundi le taux de réserve obligatoire des banques d'un demi-point de pourcentage, une mesure destinée à encourager les instituts financiers à prêter davantage et à de meilleures conditions. Ces efforts de Pékin «*ont calmé les craintes sur un ralentissement de l'économie chinoise*», selon Hideyuki Ishiguro, stratège chez Nomura Asset Management cité par l'agence Bloomberg. Le yen était stable face au dollar, à raison d'un dollar pour 113,48 yens à 01h00 GMT, identique au cours de lundi 21h00 GMT. Le cours euro/yen était lui aussi quasi inchangé, un euro s'échangeant pour 128,00 yens contre 128,07 yens la veille. Un euro valait par ailleurs 1,1279 dollar, contre 1,1285 lundi à 21h00 GMT. Le pétrole continuait sur sa lancée de lundi : vers 00h50 GMT, le prix du baril américain de WTI gagnait 0,69 % à 69,97 dollars.

R. E.

Pétrole

Le Brent proche des 75 dollars

Les prix du pétrole continuaient de grimper hier, à mesure que les craintes sur la dangerosité du variant Omicron du Covid-19 s'estompaient, le Brent retrouvant la barre des 75 dollars le baril.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février gagnait 2,53 % à 74,93 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de janvier avançait de 2,92 % à 71,52 dollars.

Les deux contrats de référen-

ce s'apprécient dans un contexte plus large de regain d'optimisme sur des marchés soulagés par les premières indications sur le niveau de dangerosité, plus faible que craint, du variant Omicron.

Les premiers «*signaux*» venus d'Afrique du Sud concernant la gravité des cas liés au variant Omicron sont «*un peu encourageants*», a déclaré, dimanche, le D'Anthony Fauci, conseiller de la Maison-Blanche sur la crise sanitaire.

«*Si cela se confirme, les effets*

sur la demande de pétrole seront probablement beaucoup moins graves que ne le suggère l'effondrement spectaculaire des prix, de l'ordre de 20 % en quatre séances entre le 26 novembre et le 2 décembre», explique Cartsen Fritsch, analyste.

Le cours du Brent est repassé temporairement hier au-dessus de la barre des 75 dollars pour la première fois depuis le 29 novembre, mais reste toujours loin des 83 dollars atteints quelques jours plus tôt, avant la détection du nouveau variant.

«*Rétrospectivement, la décision prise par l'Opep+ la semaine dernière de s'en tenir à son augmentation de production de janvier, signalant ainsi son optimisme quant à la demande, semble être justifiée*», reprend M. Fritsch.

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+ ont convenu jeudi dernier qu'ils augmenteraient leur production de 400 000 barils par jour en janvier.

O. N.

Entreprises

Le FMI s'inquiète des conséquences d'un «mur de Berlin numérique» sur la concurrence

La planète fait face à un «*mur de Berlin numérique*» grandissant entre zones géographiques, risquant d'affaiblir la concurrence entre les entreprises ainsi que la fragile reprise économique à l'œuvre, a affirmé, lundi, la directrice générale du Fonds monétaire international.

S'exprimant sur les risques qui menacent la concurrence au cours d'un forum organisé par l'OCDE, Kristalina Georgieva a affirmé que «*nous faisons face à un mur de Berlin numérique, bâti*

sur des restrictions à l'importation et à l'export, ainsi qu'à une baisse de la coopération dans la recherche scientifique».

Si les Etats-Unis, l'Europe et la Chine devaient voir leurs économies «*se découpler, les entreprises auraient de plus en plus de mal à être aussi compétitives qu'elles le sont actuellement*», a-t-elle estimé.

Ces trois zones voient régulièrement surgir des conflits commerciaux entre elles, particulièrement les Etats-Unis et la Chine qui se sont livrés une féroce

bataille commerciale ces dernières années.

Si le découplage technologique devait s'aggraver, «*les acteurs technologiques déjà dominants gagneraient encore plus de parts de marché et seraient moins incités à innover. Les standards technologiques internationaux pourraient par ailleurs s'effondrer, réduisant l'interopérabilité des outils dont les entreprises ont besoin*», a estimé la dirigeante du FMI.

Dans ce contexte, «*les pays à revenus faibles ou moyens*

devraient choisir leur camp et une fois bloqués, être confrontés à des prix plus élevés, un service moins bon et des perspectives de développement réduites», a-t-elle détaillé, évaluant les risques de perte de PIB mondial de 3 % à 6 % d'ici la prochaine décennie. Selon M^{me} Georgieva, les guerres commerciales et l'asymétrie dans les politiques climatiques risquent également de poser un danger important pour la préservation de la concurrence.

Yanis H.

Pour permettre à leurs propriétaires d'exercer leur activité

Oran : plus de 35 dossiers d'investissement traités

■ La commission de wilaya de suivi des problèmes d'investissement à Oran a traité plus de 35 dossiers, permettant aux intéressés d'exercer leurs activités, a annoncé, lundi, le wali, Saïd Sayoud.

Par Faten D.

Dans une déclaration à la presse en marge de la manifestation «Fête de la clémentine Misserghine», organisée à la place «1^{er}-Novembre 1954» de la commune de Messerghine, M. Sayoud a indiqué que plus de 35 dossiers d'investissement ont été traités avec la remise de tous les documents à leurs dépositaires, dont ceux de pouvoir exercer leurs activités dans divers types d'investissement.

Le traitement de ces dossiers a eu lieu au niveau de la commission de wilaya chargée du suivi des problèmes d'investissement et deux dossiers comportant des litiges ont été soumis à la commission nationale pour étude, a-t-on fait savoir, soulignant que tous les investisseurs qui rencontrent des problèmes ont le droit de les soumettre à la commission de wilaya des recours pour les résoudre.

Concernant la zone des mini-activités, le wali a annoncé qu'une commune modèle sera retenue prochainement par le conseil exécutif de la wilaya, déclarant : «Nous entamerons les

travaux d'aménagement qui seront à la charge du budget de wilaya et nous mettrons les terrains d'assiette nécessaires à la disposition des jeunes désireux investir et nous les accompagnerons dans la concrétisation de leurs projets».

Le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué que la commune choisie doit disposer du foncier et jouir d'un emplacement approprié dans une zone proche des différents réseaux, ajoutant que l'opération sera généralisée au restant des communes après évaluation.

Une dotation de plus de 20 millions DA pour booster la filière des agrumes

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a alloué une enveloppe financière de plus de 20 millions DA pour «booster» la filière des agrumes et l'extension de cette culture dans la wilaya d'Oran, connue pour la production d'oranges ayant pour label «Clémentine de Misserghine», a-t-on appris lundi du directeur des services agricoles (DSA), Rahamia Rachid.

Cette enveloppe financière est destinée pour acquérir les serres et intensifier les produits agrumicoles à Oran, notamment dans les régions de Misserghine et de Boutlélis qui connaissent, année après année, un bond quantitatif et qualitatif en matière de production ayant atteint cette saison dans la wilaya, plus de 60 000 quintaux de diverses variétés d'agrumes, a indiqué Rahamia Rachid à l'APS, en marge de la fête de la «Clémentine de Misserghine», organisée à la place du 1^{er}-Novembre de la commune éponyme.

Le DSA a annoncé qu'il sera procédé à l'extension des superficies, estimées actuellement de 500 ha à 1 200 ha, au titre du



programme 2021-2025. Pour sa part, le président du Conseil interprofessionnel de la filière agrumes d'Oran, Derbal Mohamed, a fait part d'un programme élaboré de concert avec l'association de wilaya «Clémentine de Misserghine» pour l'extension de la culture des agrumes à Oran pour la période de 2022 à 2026, avec la plantation chaque année de 300 hectares, annonçant le lancement prochain de la plantation de 66 ha d'oranges de variété «Clémentine de Misserghine». Le président de l'association de la wilaya «Clémentine de Misserghine», Khellil Benkhedda, a fait observer que l'extension des superficies d'agrumes à Oran nécessite une disponibilité de l'eau et l'octroi d'autorisation pour le fonçage de puits pour les

besoins des vergers agrumicoles, soulignant que «les puits dont ont bénéficié les producteurs ne suffisent pas pour intensifier la production agrumicole». En réponse aux préoccupations des producteurs d'agrumes d'Oran, lors d'une exposition des produits agrumicoles organisée à l'occasion de la fête «Clémentine de Misserghine», le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a déclaré qu'une étude sera effectuée par des spécialistes en ressources en eau pour trouver des solutions au manque d'eau au niveau de cette région, particulièrement les eaux souterraines. La fête de la «Clémentine de Misserghine» a vu la participation de près de 40 exposants-producteurs pour montrer au public les diverses variétés d'oranges dont la Clémentine de

Misserghine, connue dans les régions de Misserghine et de Boutlélis, et valoriser et soutenir ce produit en voie de labellisation, en plus de la présence de représentants de centres de formation, de spécialistes en agriculture de Hassi Bounif et autres instances, à savoir la station régionale de la protection des végétaux, la Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), de même que les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes. Cette manifestation a été organisée par la Chambre d'agriculture en partenariat avec la DSA de la wilaya d'Oran, le Conseil interprofessionnel de la filière des agrumes et l'Association des producteurs de clémentine.

F. D.

Bordj Bou Arréridj

Réception de deux stations de production d'oxygène

Le secteur de la Santé de la wilaya de Bordj Bou Arréridj a été renforcé, lundi après-midi, par la réception de deux nouvelles stations de production d'oxygène, dans le cadre d'une action de solidarité initiée par des bienfaiteurs au profit des hôpitaux des communes de Medjana et Bordj Ghedir, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur.

«Avec la réception de ces deux nouveaux générateurs au profit des établissements hospitaliers Frères Sekal dans la commune de Medjana et Kessal

Boussaid à Bordj Ghedir, la plupart des structures hospitalières de la wilaya seront équipées de stations de production d'oxygène médical», a précisé à l'APS la directrice locale de la santé (DSP), Nacira Abderrahim, en marge de la cérémonie de réception de ces équipements, en présence du wali, Mohamed Benmalek.

Elle a, dans ce sens, rappelé qu'au cours des derniers mois, les hôpitaux Bouzidi et Ben Abid, au chef-lieu de wilaya, ainsi que les établissements hospitaliers Mohamed-Benani,

dans la commune de Ras El Oued, et Kasabi-Bayazid dans la commune de Mansoura, ont également été équipés de stations de production d'oxygène.

La même responsable a ajouté que ces acquis permettront de combler le déficit enregistré en matière d'oxygène médical et contribueront aussi à une meilleure prise en charge des personnes atteintes de Covid-19, dans le cas où de nouvelles contaminations seront enregistrées ou d'une quatrième vague de l'épidémie. Ces équipements sont un

don de bienfaiteurs et s'inscrit dans le cadre des initiatives lancées par le Comité de solidarité lors du déclenchement de la troisième vague de l'épidémie de Covid-19, a-t-on souligné.

De son côté, le wali de Bordj Bou Arréridj a salué, à cette occasion, les actions de solidarité des investisseurs, des bienfaiteurs et du comité de solidarité de la wilaya, installé dès l'émergence de la troisième vague de Covid-19 pour faire face à la pandémie.

T. H.

Tizi-Ouzou Raccordement de plus de 1 600 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz

Pas moins de 1 670 foyers ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz à Tizi-Ouzou depuis le début de l'année 2021, a indiqué la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz dans un communiqué.

Il s'agit d'une évolution résultant de «la concrétisation des différents projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz ayant permis le raccordement de 865 logements au réseau électrique et 805 logements au réseau de gaz naturel», a souligné le communiqué.

Avec ces nouveaux raccordements, les abonnés au réseau électrique passent à 443 028 clients, soit une évolution de 3.10 %, alors que les abonnés au réseau de gaz passent à 277 273 clients, soit une hausse de 8.01 %.

Il a également été procédé durant cette année, a ajouté la même source, au raccordement de 43 établissements scolaires, 20 entités industrielles et 13 forages d'eau potable, aux réseaux d'électricité et de gaz.

R. R.

Pièce théâtrale «Quand la conscience est absente»

Une image comique sur une réalité vécue

■ La cause palestinienne est défendue par tous les moyens en Algérie. Il s'agit d'une position déclarée par les officiels comme par la population. Le théâtre est un moyen parmi d'autres, utilisé pour mettre la lumière sur la situation politico-sociale de ce pays frère.



Par Abia Selles

Une comédie sur la position de certains pays arabes vis-à-vis de la cause palestinienne était présentée lundi à Alger, devant un public réduit à cause de la pandémie de Covid-

19. Intitulée «*Quand la conscience est absente*», cette pièce de théâtre était accueillie par le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA). Mise en scène par Abderrahmane Houche sur un texte de Boualem Azizi, «*Ki yghib edhamir ya rai*», le titre du spec-

taclé en arabe, la pièce fait le procès des dirigeants de certains pays arabes qui ont lâché les Palestiniens dans leur combat contre l'occupation.

Tout commence par un débat entre le prince et son vizir, sur les difficultés financières auxquelles fait face le royaume, avant que le

vigile les interrompe pour annoncer l'arrivée d'une émissaire.

Accueillie au palais royal, l'émissaire dit être porteuse d'un message d'un juif se présentant comme un cousin du roi. Sa demande consiste à aider le royaume en difficulté, en contrepartie de la concession d'un terrain sur le territoire pour y fonder un Etat. Charmés par la beauté de l'émissaire, le roi et son vizir approuvent la demande de l'émissaire malgré l'opposition d'El Berrah, incarné par le comédien Karim Majer.

Servi par des comédiens amateurs, à l'image de Soumia Belmouri, le spectacle n'a pas réussi à accrocher le public, peu nombreux d'ailleurs, en raison de lourdeurs dans les dialogues qui traînent en longueur, causant ainsi une «*chute du rythme*».

Le public aura certainement décroché dans le tableau relatif au procès de personnes coupables de vols. Pour le metteur en scène, le tableau du voleur de pain a effectivement chahuté le fil conducteur de cette pièce, qui est l'hypocrisie et la connivence avec l'ennemi. Le texte a été

agrémenté de poèmes classiques arabes, déclamés sur scène par les comédiens. A. S.

Journées du monodrame africain à Laghouat Cinq pays au rendez-vous

Les sixièmes Journées du monodrame africain se tiendront du 22 au 29 décembre courant dans la ville de Laghouat, avec cinq spectacles en compétition en provenance de la République arabe sahraouie démocratique, d'Egypte, de Tunisie, du Bénin et de Lybie, en plus de trois monodrames algériens, indique le responsable de l'organisation de ces journées, Ali Kerboune.

Cette édition s'ouvrira par la générale du spectacle «*Ittahamouni bi attahawor*» (le blâmé est innocent) de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Accueillies à la maison de la culture Takhi-Abdellah-Benkriou, les sixièmes Journées du monodrame africain verront la participation en compétition pour «*l'Outarde d'or*» de «*Sourat Maria*» (l'image de Maria) d'Egypte, «*Sans visa*» de Lybie, «*Malade*» de Tunisie et «*Les larmes de César*» du Bénin.

«*Lalouna*» de Sidi Bel Abbès, «*Kiyess ou labess*» (bel et bien masseur) de Boumerdès et «*Convocation*» de Tiaret, sont les trois spectacles représentant le théâtre algérien lors de cette compétition.

D'autres spectacles, «*Tayoucha*» de Nesrine Belhadj, «*Zaim lemhabel*» d'Ibrahim Bouazza, «*Le factotum*» de Djallel Abdou et «*Meryouma*» de Lamri Kaouane notamment, sont programmés, hors compétition, explique Ali Kerboune, également président de l'association «*Ed'Derb El Açil*» (la voie authentique) pour les arts dramatiques, organisatrice de ces journées. A cette occasion, plusieurs hommages seront rendus à de grandes figures artistiques intervenant dans le 4^e art, à l'instar de la comédienne Wahiba Baâli, le cinéaste et homme de théâtre Mohamed Tahar Zaoui, le musicien compositeur Lamine Soufari et, à titre posthume le regretté, Semahi Marfoua (1960-2019).

Des ateliers d'écriture dramaturgique et de préparation du comédien ainsi que plusieurs conférences en lien avec le 4^e art et une série d'expositions de photographies et de toiles sont au menu des organisateurs. L. B.

Semaine du court métrage

«Tchebtchaq marikane» projeté en avant-première

Le court métrage «*Tchebtchaq marikane*» d'Amel Bliidi a été présenté en avant-première, lundi à Alger, dans le cadre de la Semaine du court métrage, en cours jusqu'au 7 décembre dans les salles du réseau de la Cinémathèque algérienne.

D'une durée de 26 mn, «*Tchebtchaq marikane*», produit par «*Arak Production*», en collaboration avec le Centre algérien de développement du cinéma (Cadc), raconte une histoire se déroulant en 1995 à Alger où Samia et Nouara, âgées de 12

ans, vont voir leur univers qui baignait dans la joie et l'innocence, basculer dans la peur et l'incertitude, après l'assassinat du père de Nouara, pris pour le journaliste, père de Samia.

Faisant taire les rires et les jeux, un climat de psychose et de violence s'installe alors dans leur quotidien, remodelant leurs vies et modifiant leurs comportements.

Servi par Dalia Ritage Ghazi, Rihab Mila Boussouf, Sirine Fardi, Maïssa Belaroussi, Samia Meziane, Anya Louanchi, Ammar Hania, Samir El Hakim

et Mounia Chadia, le film marque le passage brutal de l'individu des années 1990, de l'ambition et l'envie d'être et de devenir, vers l'angoisse de survivre à l'horreur et à l'intolérance.

Basé sur la mise en valeur de l'expression des visages pris en gros plan, «*Tchebtchaq marikane*» a été également relevé par une bande son judicieusement conçue par Farid Beloui qui s'est brillamment chargé de traduire toutes les émotions du film par des «*nappes d'accords*» qui commentaient l'écoulement

du temps, alternées par des arpegges de guitare narrant l'impuissance de l'innocence devant la forfaiture.

Né en 1982, Amel Bliidi est réalisatrice et journaliste. L'association «*Cinéma et Mémoire*» lui a ouvert les portes du cinéma documentaire où elle a suivi une formation. Elle y réalise, en 2013, le film «*Demain est un autre jour*» avec Nabil Boubkeur, multipliant ensuite les ateliers de création documentaire ainsi que les résidences d'écriture de scénarios.

M. K.

Production filmique algérienne

Un moyen pour dénoncer les crimes du colonisateur

Les participants à une conférence sur le cinéma algérien ont insisté, lundi, au terme de leurs travaux au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen, sur la nécessaire contribution des films algériens pour faire la lumière sur les crimes perpétrés par le colonialisme français contre le peuple algérien. La chargée du service cinéma de cet établissement culturel, Emzir Hasnia, a souligné dans son intervention, lors de cette conférence organisée dans le cadre de la 7^e édition des Journées de Tlemcen du cinéma amateur, que les réalisateurs ont

réussi à adapter des œuvres littéraires algériennes, à l'exemple de Mouloud Mammeri et de Mohammed Dib, en œuvres cinématographiques abordant les affres du colonialisme français et les sacrifices du peuple algérien pour l'indépendance du pays, à l'exemple des films «*L'incendie*» du réalisateur Mustapha Badie et «*L'opium et le bâton*» d'Ahmed Rachedi.

Le critique cinématographique Samir Zemmouri a rappelé, pour sa part, que le cinéma algérien a connu, durant les années 70 et 80, une intense activité de plusieurs réalisateurs,

citant, au passage, de grands réalisateurs dont Ahmed Rachedi, Moussa Haddad, Merzak Allouache et Mohamed Lakhdar Hamina, qui ont consacré certaines de leurs œuvres au cinéma révolutionnaire et à la glorieuse guerre de Libération nationale, dénonçant les affres subies par le peuple algérien, en témoignent les massacres et les répressions violentes commis par le colonialisme français sur les populations.

La deuxième journée de la 7^e édition des Journées de Tlemcen du cinéma amateur a été marquée par la projection

d'une série de films, ainsi que la tenue d'ateliers de formation au profit d'élèves et étudiants universitaires sur le maquillage et le trucage en cinéma, encadrés par un spécialiste dans ce domaine, Djaafri Toufik Hocine, outre la présentation de l'expérience en composition musicale de Djefjel Abderraouf de Tlemcen pour la promotion de films hollywoodiens. Par la même occasion, des participants ont été honorés ainsi que la famille du journaliste défunt Noureddine Rahmoun, lors de cette manifestation qui lui a rendu un vibrant hommage.

F. H.



Russie

Biden et Poutine vont tenter de calmer le jeu sur l'Ukraine

■ Joe Biden va-t-il dissuader Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine ? Le président russe y est-il vraiment prêt ou bluffe-t-il ? Les deux hommes auront cette semaine un entretien à très haut risque pour essayer d'éviter l'escalade.

Par Mourad M.

Le président américain et son homologue russe se sont déjà téléphoné plusieurs fois, et se sont vus en personne en juin à Genève, une réunion jugée encourageante par l'administration Biden, dans sa quête d'une relation bilatérale «stable» et «prévisible».

C'est cette fois dans un contexte au contraire extrêmement volatil qu'ils se retrouvent, sous forme de vidéoconférence – sécurisée, précise la Maison-

Blanche – à 10h00 du matin à Washington, donc en début de soirée à l'heure de Moscou.

Washington et Kiev accusent Moscou de masser des troupes à la frontière avec l'Ukraine pour attaquer le pays, jouant le scénario qui avait vu les Russes annexer la péninsule de Crimée en 2014, et précipiter l'Ukraine dans une guerre qui a fait plus de 13 000 morts.

Les experts sont partagés : beaucoup pensent que Vladimir Poutine bluffe, mais peu évaluent complètement l'hypothèse d'une attaque.

Si Moscou devait passer à l'acte, un haut responsable de la Maison-Blanche a détaillé lundi les leviers que les États-Unis seraient prêts à actionner.

D'abord les États-Unis répondraient favorablement à une demande de présence militaire accrue de la part de leurs alliés de l'Otan en Europe de l'Est. Ensuite, ils soutiendraient davantage l'armée ukrainienne.

Enfin, Washington prendrait des sanctions économiques lourdes contre le régime de Vladimir Poutine, et surtout différentes de celles emplies depuis 2014 contre la Russie, sans grand effet.

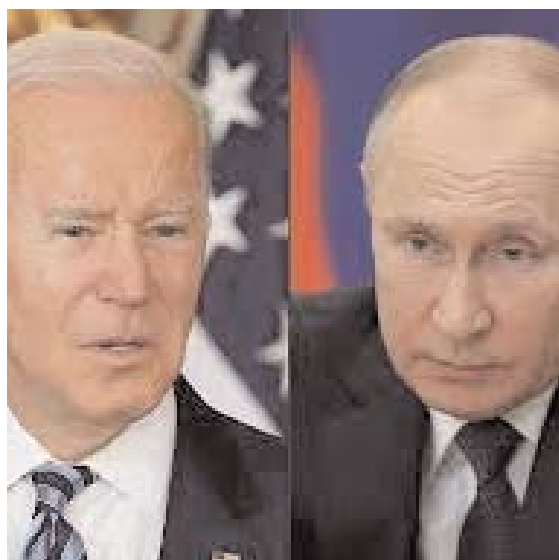
Mais «les États-Unis ne cherchent pas à se retrouver dans une position où l'usage direct de forces américaines serait au centre de (leurs) réflexions», selon le haut responsable. En clair : pas question pour l'instant d'une réplique militaire américaine directe.

Joe Biden, qui a traité Vladimir Poutine de «tueur», joue une partition délicate.

Il se veut le grand porte-parole des démocrates dans le monde – et organise d'ailleurs jeudi et vendredi un «sommet des démocraties» virtuel vertement critiqué par Moscou et Pékin, qui n'y sont pas invités.

Et il lui faut gérer habilement la crise ukrainienne, sous peine d'échauffer encore plus les alliés traditionnels des États-Unis, déjà irrités par le retrait d'Afghanistan, mené de manière chaotique, et sans grande concertation selon eux.

Joe Biden entend rendre compte personnellement de son entretien avec Vladimir Poutine au président ukrainien Volodymyr Zelensky. Et il s'est entretenu au téléphone lundi avec les dirigeants de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni, tous exprimant «leur détermination à ce que la souveraineté de l'Ukraine soit



Ph. > D. R.

respectée», a fait savoir Paris.

Cette stratégie de dissuasion va-t-elle payer auprès d'un Vladimir Poutine si soucieux de stature internationale ?

«Il est difficile de s'attendre à une percée de ces négociations», a d'ores et déjà déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, estimant qu'il était peu probable de mettre de l'ordre dans «les écuries d'Augias» des relations bilatérales «en quelques heures d'entretien».

Moscou veut une garantie que l'Ukraine ne rejoindra pas l'Otan, comme tant de pays de l'ex-bloc soviétique l'ont fait. Or ni Kiev, ni Washington ne prendront un tel engagement même si, dans les faits, la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'alliance militaire occidentale, bien qu'officiellement ouverte, semble gelée.

Certains experts estiment que la tenue même de ce sommet est en soi une victoire pour Vladimir Poutine, qui veut affirmer la Russie comme une puissance

dans le jeu géopolitique mondial, aujourd'hui dominé par la rivalité entre Chine et États-Unis.

Bruce Jentleson, professeur de sciences politiques à la Duke University, et conseiller du département d'État entre 2009 et 2011, doute pour sa part de la portée dissuasive des sanctions financières agitées par la Maison-Blanche.

Les spéculations vont bon train autour d'une initiative de Washington pour couper la Russie de la messagerie SWIFT, rouage essentiel de la finance mondiale, qui permet aux banques de faire circuler l'argent.

«A les entendre, il s'agit de l'arme nucléaire version économique, mais je doute que (les sanctions) aient un tel impact», explique Bruce Jentleson. Il faudrait «qu'elles soient coordonnées au minimum avec les Européens, et même dans ce cas, il y a des moyens de les contourner».

M. M.



Commentaire

Boycott

Par Fouzia Mahmoudi

Si le second mandat de George W. Bush et l'entière présidence de Barack Obama ont été marqués par leur antagonisme totale vis-à-vis de la Russie, depuis 2016 c'est au tour de la Chine d'être dans le viseur des Américains. Et si l'ambiance entre Washington et Pékin avait commencé à se refroidir dès 2014, c'est bien l'arrivée de Donald Trump à la tête des USA qui va faire basculer les relations entre les deux puissances. Aujourd'hui, les Américains ont franchi un nouveau palier en décidant de ne pas envoyer de délégation officielle aux Jeux Olympiques d'hiver de 2022 à Pékin, en signe de protestation contre le «génocide et les crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang». «La présence d'une représentation officielle des États-Unis signifierait que ces jeux sont un événement normal», a expliqué la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki. «Au regard des violations flagrantes des droits de l'homme et aux atrocités commises par la République populaire de Chine au Xinjiang, nous ne pouvons tout simplement pas faire cela». «Nous avons un engagement fondamental à promouvoir les droits de l'homme», a-t-elle ajouté. «Nous sommes fermes sur notre position et nous continuerons à prendre des mesures pour faire progresser les droits de l'homme en Chine et ailleurs». Mais ce boycott ne sera pas total. Si aucun représentant du gouvernement américain ne sera présent, les athlètes américains seront en revanche autorisés à participer aux Jeux. Psaki a expliqué qu'il n'aurait pas été «juste» de pénaliser des sportifs qui s'entraînent depuis des années. La dernière fois que les États-Unis avaient eu recours à une telle mesure remonte à 1980, quand le président Jimmy Carter avait décidé de boycotter entièrement les Jeux olympiques de Moscou, pour protester contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan l'année précédente. Au début de l'année, l'administration américaine avait annoncé qu'elle bloquait l'importation de certains matériaux utilisés dans la fabrication de panneaux solaires par des entreprises chinoises en raison d'allégations de travail forcé dans le Xinjiang. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a accusé les politiciens américains de faire de la démagogie et qualifié le boycott de «provocation politique pure et simple». Il a promis que la Chine «prendra des contre-mesures fermes». Le Comité international olympique a, lui, dit «respecter» la décision américaine et s'est réjoui que la décision «politique» de Washington ne remette pas en cause la participation des sportifs américains. «La présence de responsables gouvernementaux et de diplomates est une décision purement politique pour chaque gouvernement, que le CIO, dans sa neutralité politique, respecte pleinement», a précisé un porte-parole de l'instance olympique, interrogé par l'AFP. De son côté, le Comité olympique américain est opposé à un boycott total après des mois de pandémie. Joe Biden organise cette semaine un sommet virtuel pour la démocratie, qui doit réunir des dirigeants et experts de la société civile de plus de 100 pays. Le président américain a l'intention de profiter de ce rassemblement «pour annoncer des engagements, des réformes et des initiatives tant individuels que collectifs pour défendre la démocratie et les droits de l'homme». Reste à voir quelle réponse apportera la Chine à cette initiative américaine, surtout que Pékin, devenue une super puissance ces dernières années, ne craint nullement les Américains et leurs menaces habituelles et semble décidée, comme l'annonce le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, à ne pas laisser passer cette énième offensive américaine. F. M.

Kenya

Un policier tue six personnes avant de se donner la mort

Un policier kenyan a tué par balle six personnes, dont son épouse, et en a blessé deux avant de retourner son arme contre lui, a annoncé, hier, la police de la capitale kenyane Nairobi.

Armé d'un fusil d'assaut AK-47, le policier a d'abord tué son épouse d'une balle dans le cou, puis a ouvert le feu sur ses voisins de manière indiscriminée dans un quartier populaire de Nairobi.

«Nous avons six morts, tous tués par le forcené, avant qu'il se

donne la mort», a expliqué le chef de la police locale, Francis Wahome.

Deux autres personnes ont été hospitalisées avec des blessures légères, a-t-il indiqué.

L'incident a déclenché la colère du voisinage qui a manifesté en bloquant des rues avec des pneus en flammes.

Les raisons de ce coup de folie du policier restaient indéterminées, selon le chef de la police. «On nous a dit que le couple avait des problèmes et se querrellait fréquemment», a-t-il seule-

ment indiqué.

Les affaires de policiers utilisant leurs armes de service pour régler des différends personnels, et particulièrement domestiques, sont fréquents au Kenya où la police est l'institution la plus touchée par la corruption, selon Transparency International.

En novembre 2010, un policier en crise de jalousie avait ciblé deux bars du centre du pays où il avait tué dix personnes avant de se rendre à ses collègues policiers.

Coupe arabe de la FIFA (3^e J/Gr B)

La Tunisie bat les Emirats arabes unis et se qualifie

La sélection tunisienne de football s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe arabe de la Fifa (Qatar 2021), à la faveur de sa courte victoire aux dépens des Emirats arabes unis (1-0), pour le compte de la 3^e journée du groupe A de la compétition, disputée lundi sur la pelouse du Stade Al Thumana à Doha. L'unique but de la rencontre a été

inscrit par Seifeddine Jaziri à la 4'. L'autre match du groupe s'est soldé par une victoire de la Mauritanie devant la Syrie (2-1). Les Tunisiens terminent ainsi premiers du Groupe B avec 6 points, devant les Emirats (6 pts) qu'ils devançant à la différence des buts marqués. La Mauritanie et la Syrie ferment la marche avec 3 points chacune.

CR Témouchent

Osmane nouvel entraîneur

Le CR Témouchent a engagé un nouvel entraîneur en la personne d'Abderrahmane Osmane, en remplacement du Tunisien Adel Al Atrach, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de ce club de Ligue deux football (Gr. Centre-Ouest). La nomination d'Osmane, qui a quitté il y a quelques jours la barre technique du MCB Oued Sly, pensionnaire de la même division, intervient au lendemain de la séparation du CRT avec le technicien tunisien. Le nouvel entraîneur

du CRT hérite d'une équipe ayant réalisé des résultats mi-figue mi-raisin qui la placent à la cinquième marche avec 10 points, accusant un retard de 10 unités sur les co-leaders, le RC Kouba et le MCE Bayadh. Lors des sept précédentes journées, le CR Témouchent, dont le président Houari Talbi a déclaré tabler toujours sur l'accession, a enregistré deux victoires contre quatre nuls et une seule défaite, rappelle-t-on.

Handball

Gherbi, adjoint de Dinart à la sélection saoudienne

Le Français Didier Dinart est le nouveau sélectionneur de l'équipe saoudienne de handball, près de deux ans après avoir été démis de ses fonctions en équipe de France, au sortir d'un Euro 2020 difficile (élimination au premier tour), rapportent les médias locaux lundi. L'ancien coach des Bleus vient d'être officiellement nommé, même s'il avait déjà dirigé la sélection dans les faits le mois dernier, à l'occasion d'un tournoi amical au Qatar (défaite devant l'Iran et le Qatar, victoire contre le Koweït). «Pour être compétitif au plus haut niveau, il faut penser en permanence à gagner et seulement à gagner, j'ai vécu ça tout au long de ma carrière. Mais je crois aussi qu'il est important de

transmettre mon savoir et mon expérience aux jeunes joueurs, j'espère donc pouvoir atteindre ces deux objectifs en Arabie saoudite», a-t-il déclaré. L'Algérien Rabah Gherbi, son ancien coéquipier à Montpellier et ancien sélectionneur de l'équipe algérienne U-21, sera son adjoint en Arabie saoudite. Le premier grand objectif arrivera vite, dès le mois prochain – simultanément à l'Euro – avec le championnat d'Asie à domicile (qualificatif pour le Mondial 2023). Au mois d'août, la Fédération saoudienne indiquait déjà de manière très officielle, photos à l'appui, que des contacts étaient établis avec Dinart en vue d'une possible future collaboration.

Jeux méditerranéens-2022

Sebgag promet la réception de la majorité des structures vers fin décembre

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a révélé, lundi à Alger, que la majorité des structures qui accueilleraient les Jeux méditerranéens d'Oran-2022 (25 juin-5 juillet) «seront prêtes d'ici à la fin décembre, car elles en sont aux dernières retouches». Lors de sa réunion avec la Commission de la jeunesse, des sports et de l'activité associative de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a indiqué : «Lors de ma récente visite sur place, et par rapport à la visite que j'ai effectuée avec le Premier ministre la fin du mois d'octobre dernier, j'ai remarqué de bons progrès dans les sites de compétition et des entraînements et la majorité des structures seront réceptionnées d'ici la fin décembre en cours, car elle sont prêtes à 95 %, et les 5 % des travaux restants sont relatifs à l'installation de caméras de surveillance». «Il y a certaines structures qui seront livrées mi-février au plus tard, comme le centre

aquatique et le terrain de lancer», a-t-il souligné. Et d'ajouter : «Ces structures seront un gain pour la wilaya d'Oran et pour l'Algérie en général, car elle deviendra un pôle sportif par excellence qui pourra rivaliser avec les pays d'Afrique du Nord qui disposent d'infrastructures de très haute qualité». Concernant la visite que devra effectuer une commission internationale pour le contrôle des structures, prévue le week-end courant à Oran, le ministre a fait savoir que «les garanties que nous devons offrir à cette commission sera le terrain qui sera la meilleure réponse aux informations qui circulent sur les réseaux sociaux».

Elections de la LFP

Medouar évasif, Meddane s'invite et Arab se retire

Les choses semblent s'emballer au niveau de la Ligue professionnelle de football, avec l'AG électorale qui se tiendra le mercredi 22 décembre. Ainsi, le président sortant, Abdelkrim Medouar, laisse encore planer le doute sur la possibilité de se présenter à sa propre succession.



Medouar se présentera-t-il à sa propre succession ?

Par Mahfoud M.

«A u jour d'aujourd'hui, je n'ai pris aucune décision. Je suis en période d'observation, je dois d'abord connaître la tendance, ratisser large, avant de me prononcer définitivement sur ma candidature», a indiqué Medouar. Son premier mandat a été «fortement perturbé», d'abord par une rébellion de certains membres de son bureau exécutif, jusqu'à l'arrivée de la pandémie de Covid-19, dont les conséquences ont été fatales sur le bon déroulement du championnat, avec un arrêt forcé de plusieurs mois. «Mon premier mandat a été fortement perturbé, mais cela ne m'a pas empêché de gérer la situation, dans des conditions difficiles, même si

cela n'a pas été évident. Donc, un éventuel deuxième mandat serait nécessaire pour poursuivre mon programme et préserver la stabilité», a-t-il ajouté. Un autre membre a annoncé son intention de se porter candidat, c'est l'ancien président de la SSPA/Black Eagles de l'ES Sétif, Azzedine Arab. Ce dernier a expliqué qu'il souhaitait présenter sa candidature après avoir eu l'accord d'un club, le NC Magra, pour sa délégation à cette élection. Toutefois, et aux dernières nouvelles, cette formation a annulé cette délégation ce qui conduira au retrait de la candidature de l'ancien dirigeant sétifien. Une autre personne s'est invitée à ces élections, c'est l'ancien international et ex-membre du bureau fédéral de la FAF, Abdelhakim Meddane, que certains qualifient de proche de

l'ancien président de la Fédération, Kheireddine Zetchi. En outre, quatre membres du bureau exécutif de la LFP, à savoir Messaoudène, Herrada, Adrar et Belguidoum, contestent la tenue de la dernière AG ordinaire tenue la semaine dernière pour faire débattre et approuver les bilans moral et financier, et affirment que celle-ci est nulle et non avenue, tant qu'elle n'a pas respecté la loi qui stipule que les bilans devaient d'abord être débattus au sein du bureau exécutif avant de passer à l'AGO. D'ailleurs, ces membres ont saisi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sebgag, pour lui faire part de leur mécontentement relatif à la manière dont s'est tenue cette AG, vu que la réglementation n'a pas été respectée, selon eux.

M. M.

Ligue 1

USMA-JSK reporté

L'affiche de la 7^e jour du championnat de Ligue 1 qui devait opposer, ce week-end, l'USM Alger à la JS Kabylie, est reportée à une date ultérieure.

Le choc historique entre USMA et JSK, prévu initialement pour vendredi prochain, a donc été reporté. La LFP explique, dans un communiqué publié hier, que cette décision a été

prise «en raison de la situation particulière dans laquelle se trouve la JSK, en confinement depuis son retour d'Eswatini le 29 novembre dernier et ce jusqu'à jeudi soir, soit la veille de la rencontre contre l'USMA».

Rappelons que sur instruction du Comité scientifique algérien, après la propagation du nouveau variant en Afrique australe, la délégation de la JSK se trouve

actuellement en confinement à l'Hôtel des Sables d'or de Zeralda, après son retour d'Eswatini où les Kabyles ont disputé la première manche du deuxième tour préliminaire Bis face au Royal leopards (défaite 1-0).

La date du match retour n'a pas encore été annoncée, ni même le lieu où va se dérouler cette rencontre.

IFFHS

Mancini meilleur entraîneur national au monde, Belmadi 4^e

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie, Djamel Belmadi, a été désigné quatrième meilleur entraîneur national au monde en 2021, alors que le titre est revenu à l'Italien Roberto Mancini, selon le sondage annuel de la Fédération internationale de l'histoire et statistiques du football (IFFHS). Avec la victoire de l'Italie à l'Euro

2021, Roberto Mancini avait les meilleures cartes pour remporter le Prix du Meilleur entraîneur national au monde, estime l'IFFHS.

Le coach des Verts, auteur d'une année sans faute avec la sélection algérienne, a récolté 15 points, à égalité avec le Brésilien Tite au classement général, largement domi-

né par le champion d'Europe italien Mancini avec 225 points. La deuxième place est occupée par l'Argentin Lionel Scaloni (30 pts) qui a remporté la Copa America avec la sélection argentine.

Double lauréat du Prix IFFHS (2018 et 2020), Didier Deschamps complète le podium avec 25 points.

Emirats arabes unis

Le week-end passe au samedi-dimanche

Les Emirats arabes unis ont décidé de faire passer leur week-end de vendredi-samedi à samedi-dimanche et d'instaurer une semaine de travail de quatre jours et demi, a rapporté, hier, l'agence de presse WAM.

En plus du samedi-dimanche, les habitants des Emirats auront une demi-journée supplémentaire de repos l'après-midi du vendredi, jour de la grande prière hebdomadaire. «Les Emirats arabes unis sont le premier pays au monde à introduire une semaine de travail plus courte que les cinq jours, en vigueur ailleurs», selon l'agence de presse. Dans la plupart des pays arabes, le

week-end a lieu les vendredi-samedi. La fédération qui regroupe sept émirats va devenir le seul pays du Golfe avec un week-end le samedi-dimanche, une décision qui lui permet de s'aligner avec la plupart des pays hors monde arabe. «Ce week-end étendu entre dans le cadre des efforts du gouvernement des Emirats pour améliorer l'équilibre entre le travail et la vie personnelle (...) de même que pour augmenter les performances en matière de compétitivité économique du pays». La «semaine de travail nationale» sera obligatoire pour le secteur public à partir de janvier. Y. N.

Football professionnel en Algérie

Les dettes des clubs dépassent 1 000 milliards

Les dettes des clubs professionnels algériens de football ont «dépassé les 1 000 milliards de centimes», a révélé le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebgaq. Ces dettes fiscales et parafiscales sont dues au non-paiement des impôts et cotisations sociales, a expliqué le ministre lors de sa rencontre, lundi, avec la Commission jeunesse, sport et mouvement associatif de l'APN. «A partir de la saison prochaine, les règlements adoptés par la Confédération africaine de football et la Fifa seront mis en application. Par conséquent, tout club ne remplissant pas les conditions n'aura pas droit à la licence professionnelle», a expliqué M. Sebgaq, qui n'a pas manqué de déplorer la situation dans laquelle se trouve le professionnalisme du football algérien, dont il n'y a que l'appellation. Il a ainsi indiqué que «une des conditions requises pour l'obtention de la licence professionnelle est que le club ne doit pas se trouver dans une situation d'endettement. Malheureusement, des sociétés sportives doivent de l'argent à beaucoup de joueurs et entraîneurs, poussant quelques-uns de ces derniers à saisir le Tribunal arbitral du sport pour recouvrer leurs droits». Sans aller avec le dos de la cuillère, le ministre de tutelle dira : «Du professionnalisme, il n'y a que le nom. Les sociétés sportives, devant être en principe à caractère commercial et posséder des actions, existent uniquement grâce aux subventions de l'Etat. Ces sociétés sportives sont malheureusement confrontées à une situation financière catastrophique». Sur les 18 clubs de la Ligue professionnelle, a-t-il ajouté, «un seul seulement répond aux critères du statut de professionnel fixés par la Confédération africaine de football. Il s'agit de la JS Saoura qui, pourtant, dispose de moyens financiers moins importants que ceux d'autres clubs». Il a, à cet effet, rappelé l'«indispensable prise en charge effective du dos-

sier du professionnalisme, comme souligné par le Président de la République». «Si les clubs ne répondent pas aux critères de la CAF, le nombre de ceux évoluant en championnat professionnel sera réduit. Ce nombre passera à 16 clubs la saison prochaine (2022-2023) et pourrait baisser encore si les conditions et critères de la CAF ne sont pas satisfaites», a annoncé le ministre de la Jeunesse et des Sports. Faut-il rappeler que le vice-président de l'instance fédérale, D' Yacine Benhamza, a souligné, mardi dernier à l'APS, que la réforme du professionnalisme, décidée par la Fédération algérienne de football (FAF), avait pour objectif notamment de hisser le football algérien, à quelques mois de la mise en application du cahier des charges, élaboré par la CAF, pour l'octroi de la licence professionnelle. L'échec du professionnalisme en Algérie est évident, de l'aveu même de nombreux professionnels du football national. Les autorités compétentes, à savoir le ministère de la Jeunesse et des Sports et la FAF, avaient créé une Commission mixte, chargée de l'évaluation de la situation du professionnalisme et des voies et moyens de sa réforme. Massi Salami

La relance de l'économie nationale



Loumis

Djaloul@hotmail.com

Sûreté de wilaya d'Alger

Récupération de 800 millions de centimes de bijoux et pièces archéologiques volés

■ La 6^e sûreté urbaine de Rais Hamidou et la brigade de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Bab El Oued ont procédé à l'arrestation de quatre individus dans l'affaire de constitution d'une association de malfaiteurs dans le but de commettre un délit, outre la récupération de l'équivalent de 800 millions de centimes de bijoux et de pièces archéologiques (ustensiles) volés, a indiqué, hier, un communiqué de la Sûreté de wilaya d'Alger.

Par Rachid T.

Selon le même communiqué, la 6^e sûreté urbaine de Rais Hamidou et la brigade de PJ de Bab El Oued ont arrêté 4 individus dans l'affaire de constitution d'une association de malfaiteurs en vue de commettre un délit de vol par effraction, recel d'objets volés, port d'armes blanches prohibées sans autorisation légale, ainsi que détention de stupéfiants et de produits psychotropes pour la consommation personnelle. Il s'agit

d'une affaire de cambriolage d'une villa où les auteurs ont accaparés des bijoux et pièces archéologiques, dont la valeur dépasse 800 millions de centimes. Les mêmes services ont mené des investigations ayant permis l'identification et l'arrestation d'un suspect qui, une fois confronté aux faits qui lui étaient reprochés, a fini par avouer et révéler l'identité de ses acolytes, arrêtés par la suite, a précisé le communiqué.

Suite au mandat de perquisition émis par le parquet territorialement compétent, l'opération

s'est soldée par la saisie d'une parure en or constituée de deux colliers et d'une boucle d'oreille, une chaîne en or, 3 bagues en or, une valise contenant 83 cuillères, une arme blanche prohibée, une bombe lacrymogène, deux comprimés psychotropes, un morceau de cannabis et une somme d'argent estimé à 69,7 millions de centimes.

Une fois les formalités légales parachevées, les mis en cause ont été déferés devant le parquet territorialement compétent, lit-on dans le communiqué.

R. T.

Omicron

L'UA appelle à l'abrogation «urgente» des interdictions de voyager imposées aux Etats membres

L'Union africaine a appelé, hier, à «l'abrogation urgente des interdictions sélectives de voyager» imposées aux Etats membres, félicitant les systèmes de surveillance génomique efficaces en Afrique du Sud et au Botswana qui ont conduit à la détection précoce du variant Omicron de coronavirus sur le continent.

Dans une Déclaration publiée mardi sur son site, l'UA félicite les scientifiques et autorités de santé publique des deux Etats membres pour le partage de données opportunistes et transparent afin d'alerter la communauté internationale conformément au Règlement sanitaire international (2005).

L'Union africaine reconnaît que davantage de temps et d'enquêtes sont nécessaires pour évaluer de manière adéquate

les caractéristiques épidémiologiques et cliniques du variant Omicron. «Bien que le nombre de cas de Covid-19 et les taux de positivité des tests aient fortement augmenté dans la province de Gauteng (Afrique du Sud) depuis le premier signalement d'Omicron, les premières données cliniques des cas infectés indiquent que cela ne s'est pas traduit par une augmentation significative des cas graves de Covid-19 ou des décès à l'hôpital jusqu'à maintenant».

«Cela pourrait cependant être dû au profil d'âge plus jeune des cas et/ou au décalage temporel entre l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 et l'augmentation des décès dus au Covid-19», explique-t-on dans le document.

L'Union africaine souligne que «les interventions de PHSM (Public health and social

measures) pour atténuer le risque d'infections et contrôler la propagation du Covid-19 devraient être ciblées pour limiter l'impact sur les vies et les moyens de subsistance, et éclairées par la science et les preuves». Les preuves actuelles, qui soulignent la propagation mondiale et la transmission communautaire du variant Omicron, «ne soutiennent pas les interdictions de voyager sélectives imposées aux pays d'Afrique australe», selon l'UA.

Ces interdictions de voyager et d'entrer, qui limitent la libre circulation des personnes et des biens, ont, selon l'UA, «un impact négatif immédiat et important dans la région», notamment «sur l'économie qui affectera négativement la vie et les moyens de subsistance des populations concernées».

Mahi Y.